

ROP 087-16

Contrat numéro 08112-160461/001/CY

Date d'adjudication : 22 décembre 2016

Date d'exécution : 7 décembre 2017



## Résumé

*This summary report is also available in English.*

Fournisseur des services de recherche : [The Foreign Policy Group](#)

Ministère : [Affaires mondiales Canada](#)

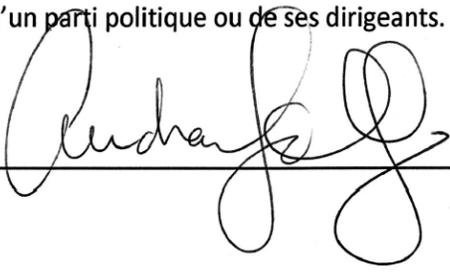
Personne-ressource de Foreign Policy Group : [Duc.Luu @foreignpolicy.com](mailto:Duc.Luu@foreignpolicy.com)

Chargée de projet : [Kristin.plater@international.gc.ca](mailto:Kristin.plater@international.gc.ca)

**Attestation de neutralité politique**

J'atteste, par les présentes, à titre d'agent principal de Inscrivez le nom du fournisseur, que les produits livrables se conforment entièrement aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Directive sur la gestion des communications- Annexe C (Annexe C : Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique).

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  PUBLISHER

## Résumé

### Résumé des conclusions

---

La recherche avait comme principaux objectifs de mieux comprendre la mesure dans laquelle les stratégies et leurs messages connexes de la Direction de l'Amérique du Nord trouvaient écho au sein de l'auditoire cible, d'établir une référence sur la perception de l'auditoire cible sur les politiques canadiennes en matière d'environnement, de commerce et de sécurité, et d'obtenir des données pour appuyer les nouveaux processus des campagnes de défense des intérêts aux États-Unis.

Les décideurs des États-Unis ont des opinions très favorables sur le commerce entre le Canada et leur pays, alors que la quasi-totalité des répondants au sondage a affirmé avoir une vision positive du commerce entre le Canada et les États-Unis, tandis que près des trois quarts des répondants ont affirmé avoir une vision très positive du commerce entre les deux pays.

Dans le cadre du sondage, les répondants ont ensuite été appelés à classer en ordre de priorité trois choix de domaines de coopération entre le Canada et les États-Unis. L'environnement est le domaine de coopération ayant obtenu la plus haute priorité. Dans une proportion de deux pour un, les répondants ont choisi le changement climatique et l'environnement avant la deuxième priorité qui s'est révélée être la coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, suivie de la coopération en matière d'accords commerciaux et du flux transfrontalier des marchandises.

La deuxième priorité retenue demeure l'environnement, statistiquement liée à l'énergie et aux accords commerciaux. Ce n'est qu'au niveau de la troisième priorité que l'environnement cède la première place à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme ainsi qu'à l'énergie, suivie par les accords commerciaux.

Invités à indiquer leur accord avec des énoncés sur le Canada, les répondants ont donné des réponses extrêmement positives à la majorité des énoncés. Presque tous les répondants sont d'accord avec le fait que « le Canada est un partenaire commercial vital pour les États-Unis », alors que huit répondants sur dix se disent tout à fait d'accord avec l'énoncé. De même, presque tous les répondants sont d'accord avec l'énoncé selon lequel « le Canada est un partenaire fiable des États-Unis en matière de sécurité et de défense », énoncé avec lequel neuf répondants sur dix sont fortement en accord.

Si près de neuf répondants sur dix sont d'accord avec l'énoncé selon lequel « les règles régissant le commerce entre les États-Unis et le Canada sont équitables », la proportion de ceux

qui sont tout à fait d'accord accuse une baisse de trente et un points par rapport aux énoncés antérieurs. De la même façon, si huit répondants sur dix sont d'accord avec l'énoncé selon lequel « la frontière nord entre les États-Unis et le Canada est sécuritaire », à peine un peu plus de la moitié des répondants se dit tout à fait d'accord avec l'énoncé.

L'accord avec l'énoncé selon lequel « le Canada offre des possibilités alléchantes d'investissement » (76 % d'avis favorables en moyenne) et très mitigé puisque moins de trois répondants sur dix sont tout à fait d'accord avec lui. Cette proportion est nettement inférieure à celles applicables à tous les autres énoncés. Seuls les répondants qui sont tout à fait d'accord envisageraient sérieusement d'investir personnellement ou recommanderaient à d'autres le Canada comme bon endroit où investir.

Les trois quarts des répondants estiment que les considérations pour l'environnement sont prises en compte par les décideurs politiques canadiens, bien que seulement le tiers des répondants soit tout à fait d'accord avec l'énoncé.

Le sondage a coûté au total 24 998 \$ CA. La division prévue en deux volets visait à mesurer l'efficacité d'une campagne de défense des intérêts sur l'environnement, le commerce et la sécurité auprès du principal partenaire commercial du Canada. De plus, elle aurait permis d'établir des rapports entre la campagne de défense des intérêts et les changements de perceptions publiques des décideurs des États-Unis.

Les résultats du premier volet révèlent une attitude tout à fait positive envers le commerce et certains des aspects progressistes que le Canada a récemment proposés dans le cadre de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain. Ce fait laisse entendre que l'échantillon du sondage (l'auditoire cible) n'était pas constitué de personnes neutres ou plus ou moins opposées au libre-échange, comme le stipulait le contrat. Par conséquent, le contrat a été résilié avant le début du deuxième volet. Les conclusions du présent rapport portent uniquement sur le premier volet du sondage, ce qui rend impossible toute évaluation de l'efficacité de la campagne de défense des intérêts.

## Méthodologie

---

Affaires mondiales Canada a donné au magazine Foreign Policy (FP) le mandat de mener un sondage en ligne auprès de ses lecteurs, parmi lesquels figurent des hauts décideurs politiques, des dirigeants des médias, des chercheurs, des directeurs de groupes de réflexion et d'autres personnalités importantes des États-Unis. Le lectorat total (l'univers) est constitué de 1,2 million de personnes. Une série de questions de sélection étaient posées avant le début du sondage pour s'assurer que l'échantillon correspondait à l'auditoire cible.

FP a obtenu 1 039 réponses au sondage de ses lecteurs inscrits, annoncé par une fenêtre contextuelle entre le 7 février et le 8 mars 2017. L'échantillon n'a pas été pondéré parce qu'il correspondait étroitement aux lecteurs auxquels s'intéressait le Ministère. L'échantillon était également non probabiliste et les résultats ne peuvent pas être extrapolés à une population plus vaste.